

faut d'intelligence que dénote l'approbation d'une politique adoptée ouvertement dans le but d'enrichir une certaine classe aux dépens du reste de la population. Mais cela m'amène à dire, sous forme de digression que la majorité de leur côté est extrêmement restreinte. Les honorables messieurs de la droite se sont vantés de représenter une immense majorité. Je ne pense pas que cela soit vrai. Je crois que, en arrivant dans cette Chambre, ils ne représentaient qu'une faible majorité, et je crois que, actuellement, ils ne représentent qu'une petite minorité des électeurs. Les honorables messieurs semblent aussi être d'opinion que parcequ'ils ont pu se vanter de représenter une grande majorité, nous qui formons l'opposition, nous sommes tenus de mettre à effet le vote de leurs électeurs. Il faut qu'ils aient une bien singulière idée des devoirs et des obligations d'une assemblée délibérative, s'ils s'imaginent que la minorité est toujours obligée de donner suite aux vues de la majorité. L'objet même pour lequel nous avons été élus était de combattre la politique des honorables messieurs de la droite.

Il ne faut pas s'imaginer que nous avons parlé de soir en soir pour les honorables messieurs seulement; nous nous sommes adressés au pays. Nous n'avons pas songé, pour un instant qu'il puisse y avoir, du côté ministériel, un grand nombre de députés disposés à écouter la voix de la raison, si sages que soient nos raisonnements; mais nous espérons, nous croyons et nous savons que les arguments qui leur sont adressés arriveront à un auditoire beaucoup plus considérable, et produiront un effet plus salutaire sur ce public qui subira leur influence quand le jour du combat arrivera. A tout événement, les honorables messieurs peuvent compter que ce ne seront pas les vantes du nombre qui nous ferons dévier de ce que nous considérons être le sentier du devoir. Il est possible que nous ayons de fausses notions sur la vie humaine, sur ses rayons et ses ombres, mais, à tort ou à raison, nous avons consciencieusement foi dans ces notions et nous tâcherons de les mettre en pratique, autant, du moins, que nous pourrons nous faire entendre; car, malheureusement, notre vote n'aura que peu d'influence sur le sujet. Je me rappelle que, durant la campagne électorale, le présent ministre des travaux pu-

M. MACKENZIE.

blics, parlant dans des endroits reculés du pays, où il ne serait pas permis de lui faire opposition, a cité l'Angleterre comme un pays tout à fait en faveur de la protection, et a fait contraster sa position avec la nôtre, pour montrer les effets bienfaisants du système protecteur.

A Sydney, Cap-Breton, il s'exprimait ainsi :

“ Vous savez que jusqu'en 1842 l'Angleterre avait l'un des tarifs les plus élevés du monde entier. Vous savez également que sous ce tarif elle a augmenté l'exploitation de ses mines de fer et de houille, et développé toutes ses autres industries, à ce point qu'elle est devenue la reine des nations manufacturières.”

On m'a dit que l'honorable monsieur a dans son bureau—mais la Chambre n'en a pas été saisie jusqu'à présent, que je sache—la requête d'un révérend docteur en droit divin, propriétaire d'une mine de houille au Cap-Breton, et qui dit, dans cette pétition que la défaite du ci-devant gouvernement est due à l'action de la Providence. Je suis porté à croire que c'est à l'aide d'une action providentielle de ce genre que ce révérend a obtenu ses degrés. Il faut que l'honorable ministre des travaux publics ait oublié son histoire, ou bien qu'il ferme constamment les yeux sur l'état où s'est trouvés l'Angleterre de 1839 à 1845. Je suis sûr que s'il avait voulu lire les récits ordinaires de cette époque, il en serait arrivé à une toute autre conclusion. Mon honorable voisin (M. Guthrie) nous a donné quelques chiffres, mais je pourrais en citer moi-même des colonnes entières pour montrer combien les industries manufacturières de l'Angleterre étaient écrasées par la politique de protection, jusqu'à cette époque. Je pourrais montrer que, dans les divers genres de manufacture, pour tous les principaux articles de fabrication anglaise, pendant les trois années 1872, 1873 et 1874, elle offre une production et une exportation cinq ou six fois plus considérable que pour les années 1841, 1842 et 1843. La production des cotons blancs et unis, par exemple, s'est élevée d'environ 432,000,000 de verges qu'elle était, à 2,500,000,000 de verges, et il en a été ainsi pour tout le reste.

Or, quelle était la condition sociale du pays à cette époque? L'honorable député de Wellington-Sud nous a lu, l'autre soir, un extrait descriptif tiré de l'histoire